

"Qui va piloter l'euro-économie?" dans L'Expansion (13 juin 1996)

Légende: Le 13 juin 1996, commentant les avancées de l'Union économique et monétaire (UEM), l'hebdomadaire économique français L'Expansion pointe les difficultés à mettre en place un "gouvernement économique européen" capable de contre-balancer l'indépendance de la Banque centrale européenne (BCE) en matière de politique monétaire.

Source: L'Expansion. [EN LIGNE]. [Paris]: [09.08.2005]. Disponible sur <http://www.lexpansion.fr/art/6.0.118937.2.html>.

Copyright: (c) L'Expansion

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"qui_va_piloter_l_euro_economie_"_dans_l_expansion_13_juin_1996-fr-49f6bf2d-e396-4ea3-9e63-9deab8e8a893.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

Qui va piloter l'euro-économie?

par Éric Chol et François Lenglet

Face à des banquiers centraux unis et indépendants, aucun gouvernement économique ne pourra faire contrepoids. Une situation à risques

Des différents pouvoirs économiques du continent, la puissance monétaire est la seule à avoir réussi son unification, grâce à la création de la Banque centrale européenne. Quant au pouvoir politique, il restera longtemps handicapé par ses divisions internes et par ses règles de décision inopérantes. Un déséquilibre d'autant plus problématique que la banque n'aura de comptes à rendre qu'à un Parlement de Strasbourg falot. La puissance bancaire ne forcera-t-elle pas le pouvoir politique à s'organiser ? C'est possible, mais cela prendra du temps. Car si les banquiers avaient intérêt à se regrouper pour partager un pouvoir détenu jusqu'ici par la Bundesbank, les gouvernements ont plus à perdre, individuellement, en mutualisant leur souveraineté.

Politique monétaire

Le clone européen de la Bundesbank

« La France a laissé échapper le siège de la banque centrale européenne à Francfort et a perdu sur le nom de la monnaie unique. Il nous reste à obtenir la présidence de la banque. » Ainsi s'exprimait en privé un haut fonctionnaire français il y a quelques semaines. Depuis, ses espoirs se sont volatilisés : le conseil des gouverneurs de l'Institut monétaire européen désignait, le 14 mai, le Néerlandais Wim Duisenberg pour remplacer le Belge Alexandre Lamfalussy dès le 1er juillet 1997, lui ouvrant les portes de la présidence de la future Banque centrale européenne. Officiellement, celle-ci ne sera attribuée qu'en 1998 par les chefs de gouvernement. Mais Wim Duisenberg, étiqueté « pro-allemand », a déjà annoncé sa candidature. Les chefs d'État ou de gouvernement ne peuvent plus guère qu'apporter leur caution à la manœuvre des banques nationales, au sommet de Florence. Bercy explique à qui veut l'entendre que l'affaire n'est pas si mauvaise, car les premières années du mandat seront assombries par une foule de problèmes techniques liés à la transition. De plus, poursuit-on, le poste de vice-président, les partenaires l'ont juré, reviendra à un Français... La France sera également représentée par Jean-Claude Trichet, qui, en tant que patron de la banque française, siègera au conseil des gouverneurs et disposera d'une voix lors des votes.

Une fois installée, à l'été 1998, la Banque centrale disposera de six mois pour prendre les mesures nécessaires à la mise en œuvre de l'union monétaire : production de billets de banque et de pièces en euros, préparation technique des marchés financiers, mise en route du système de paiement Target... Et le grand saut aura lieu le 1er janvier 1999. A partir de cette date, la Banque centrale sera le véritable maître d'œuvre de la politique monétaire européenne. Avec un objectif, le maintien de la stabilité des prix. Et deux missions essentielles : la gestion des réserves de devises des pays membres, afin de soutenir le cas échéant le cours de l'euro sur les marchés internationaux, et la fixation de taux d'intérêt directeurs pour toute la zone.

Les banques commerciales allemandes, françaises, belges et irlandaises s'approvisionneront donc aux mêmes conditions auprès de la banque centrale pour obtenir des liquidités. Y aura-t-il pour autant un seul taux d'intérêt pour les emprunteurs, de Dublin à Marseille ? Non. Le coût de la ressource sera le même pour les banques, mais celles-ci seront libres d'apprécier le risque en fonction de la solvabilité de l'emprunteur, et de demander un taux effectif plus ou moins élevé. Idem pour les États, qui empruntent à long terme : ceux dont la signature est la meilleure (l'Allemagne, les Pays-Bas et la France) bénéficieront de taux de marché plus favorables que l'Italie ou la Belgique, très endettées.

Comment le conseil des gouverneurs, qui votera une fois par mois sur le niveau des taux directeurs, prendra-t-il ses décisions ? Le critère roi sera la stabilité de la monnaie, stabilité interne (l'inflation constatée dans la zone devra rester faible) et externe (la valeur de l'euro sur les marchés devra rester ferme). Un modèle d'orthodoxie monétaire, comme le redoutaient les opposants au traité de Maastricht... C'est en effet à ce prix que la nouvelle institution parviendra à compenser son absence de passé et de crédibilité. Afin de succéder

dignement à la Bundesbank, à laquelle elle entend furieusement ressembler.

Politique économique

Le contre-pouvoir improbable des États

Inspirés par les banquiers centraux, les rédacteurs du traité du Maastricht ne se sont guère préoccupés de prévoir un contrepoids politique à la future Banque européenne. Les seuls organes politiques figurant dans le texte sont les traditionnels conseils des chefs d'État et conseils des ministres des Finances. On sait comment ces structures fonctionnent : sur les sujets sensibles - la fiscalité notamment -, les Quinze sont astreints à voter à l'unanimité, ce qui n'arrive presque jamais.

Le gouvernement français plaide depuis plusieurs mois pour créer un organe politique plus restreint, capable de défendre son point de vue lors des conflits éventuels avec les gardiens de l'euro. Ce « conseil de stabilité » ou « gouvernement économique » réunirait régulièrement les ministres des Finances des pays membres et servirait à renforcer la coopération en matière fiscale et budgétaire. Les Français souhaitent même que ce conseil définisse le taux de change de l'euro vis-à-vis du dollar et du yen.

Hélas, dans une union monétaire à sept ou huit pays, un gouvernement économique européen n'aurait guère de chances de s'imposer. D'abord pour des raisons pratiques. « Une politique de gestion des taux de change exige des arbitrages au jour le jour, ce n'est pas la fréquence à laquelle peut travailler un gouvernement », note Charles Wyplosz, professeur d'économie à l'Institut des hautes études internationales de Genève. Deuxièmement, le gouvernement économique aura du mal à parler d'une seule voix. « Il faudrait que les six ou sept gouvernements nationaux tombent d'accord pour se liguer contre la banque centrale européenne », poursuit Charles Wyplosz. Mission impossible, à moins d'un changement du processus de décisions qui généraliserait le vote à la majorité. Or il y a peu à attendre de ce côté-là. La Conférence intergouvernementale sur les institutions (CIG), chargée de résoudre ces problèmes, n'a guère progressé depuis son lancement à Turin, en mars.

Enfin, pour peser vraiment sur la banque européenne, il faudra non seulement que les gouvernements parlent d'une seule voix, mais encore qu'ils agissent en même temps et dans la même direction, en matière budgétaire par exemple. Faute de quoi, les sages de la banque pourraient estimer que la stabilité de l'euro est compromise par la politique laxiste de tel ou tel pays, et maintenir des taux élevés : dans le dialogue entre les politiques et les technocrates, c'est toujours à Francfort que le dernier mot sera dit.

Deux sujets de tension

La future Banque centrale voudra une monnaie forte, pour établir le plus vite possible sa crédibilité. Elle devrait donc être assez précautionneuse dans le maniement des taux d'intérêt, afin de ne pas effrayer les marchés. Or les conditions monétaires rigoureuses pourraient faire naître de fortes tensions entre la banque et certains gouvernements dans deux cas de figure.

- L'euro est trop fort. Une monnaie surévaluée est supportable seulement par les pays qui disposent de spécialités industrielles leur permettant d'exporter à prix élevé. Les autres s'adapteront soit en délocalisant leurs productions, soit en licenciant pour accroître leur productivité, soit en baissant les salaires.
- Les taux sont trop élevés. Les zones dont la croissance est structurellement faible souffriront davantage que celles qui connaissent la pleine activité. A moins qu'elles ne se dotent d'infrastructures et qu'elles ne baissent les salaires pour attirer les investisseurs.

Les Européens sont favorables à la monnaie unique.